

PRIX DE L'ABONNEMENT. Edition Quotidienne. Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois. POUR LES ETATS-UNIS... \$12.00 \$6.00 \$3.00 \$1.00 POUR L'ETRANGER... \$15.00 \$7.50 \$3.75 \$1.25 Les abonnements se soldent invariablement d'avance.

Le Numéro



Cinq Sous

PRIX DE L'ABONNEMENT. Edition Hebdomadaire. Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois. POUR LES ETATS-UNIS... \$2.00 \$1.50 \$1.00 \$0.75 POUR L'ETRANGER... \$4.00 \$3.00 \$2.25 \$1.65 Les abonnements datent du 1er et du 15 de chaque mois.

L'Abeylle de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE.

PRO ARIS ET FOVIS

SCIENCES, ARTS.

Journal Français Quotidien

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 28 JANVIER 1899

Fondé le 1er Septembre 1827

NEW ORLEANS PUBLISHED BY THE NEW ORLEANS PUBLISHING CO., LIMITED. BUREAU: 323 rue de Chartres, Entre Conti et Bienville.

spéculer sur lequel il a assisté lui ont fait un effet tel, que ses cheveux sont devenus blancs comme neige.

Déclaration d'Agoncillo.

Washington, 27 janvier—D'autres membres de la junte philippine, qui étaient présents quand Agoncillo a fait sa déclaration, corroborent ce qu'il a dit et affirment que tous les avis qu'il a envoyés tendaient à éviter une rupture.

Dans d'autres cercles on dit qu'Agoncillo a envoyé des dépêches de temps à autre, dont trois dépêches plutôt longues ces jours derniers.

D'après les Philippines rien de ce qui a été envoyé ne conseillait la lutte, mais tout tendait au contraire à la continuation des relations amicales.

Dans ces circonstances, les membres de la junte affirment que toute dépêche incriminante tombée entre les mains du gouvernement est apocryphe si elle attribue à Agoncillo un avis conseillant à Aguinaldo de commencer les hostilités.

A part cette dénégation Agoncillo dit qu'il n'a rien à livrer à la publication au sujet des avis envoyés à Aguinaldo ou de ceux qu'il a reçus. Toutefois, il a exprimé l'opinion que la dépêche annonçant que le Congrès philippin avait autorisé une déclaration de guerre n'était pas correcte. Le peuple philippin, a-t-il dit, ne désire pas un conflit avec les Américains, et il fera tout ce qui est possible pour l'éviter.

Les autorités de Washington et Agoncillo.

Washington, 27 janvier—Les fonctionnaires du département d'état gardent le silence sur la façon dont sera traité Agoncillo, le représentant d'Aguinaldo à Washington, mais on sait que le Philippin est surveillé depuis son arrivée à la capitale. On a appris qu'il se tient en correspondance par le câble avec son chef, généralement par l'intermédiaire des junes philippines de Hong Kong, de Londres ou de Paris, mais on n'a pu apprendre si quelque télégramme a été intercepté.

Il y a de bonnes raisons de croire qu'Agoncillo a reçu les conseils de certains personnages opposés à la politique adoptée par le Président envers les Philippines dans la phase actuelle.

Les autorités ont toléré ces agissements avec régularité, plutôt que de régler par la force une question sur laquelle il est encore possible de s'entendre.

La publication, il y a deux jours, de ce qui était un excellent résumé, avec citations exactes, de la lettre remise aujourd'hui, est considérée comme un manquement grave à la bienséance officielle. Après cette publication la première pensée des autorités a été de se débarrasser d'Agoncillo, mais il leur a répugné de prendre une mesure quelconque à cet égard avant la décision du Sénat sur le traité de paix, spécialement parce qu'une mesure de ce genre pourrait soulever certains points légaux et diplomatiques pour lesquels on ne désire pas créer actuellement un précédent.

Le gouvernement croit que la teneur générale des avis envoyés par Agoncillo à son chef a été de lui conseiller de repousser toutes les conditions offertes par le général Otis, en vue du rejet possible du traité de paix par le Sénat des Etats-Unis.

La situation à Manille est considérée des plus critiques, bien entendu, mais les autorités ne voient pas pour quelles raisons les Américains n'ont restreint pas leurs troupes, au moins pour un certain temps.

Dans son rapport annonçant hier le départ de quelques soldats espagnols malades, le général Otis dit qu'il peut, au-delà du doute, tenir jusqu'à l'arrivée des renforts, et il ajoute que l'arrivée à Manille de la nouvelle annonce la ratification probable du traité de paix par le Sénat des Etats-Unis, très prochainement, a eu un effet salutaire sur l'état d'esprit.

Permis est donné au général Otis d'embarquer quelques soldats espagnols malades sur deux vapeurs espagnols actuellement dans le port de Manille ou devant y arriver incessamment. Le prix de passage de ces soldats sera réglé sur le prix établi par le contrat que le gouvernement conclura la semaine prochaine avec une compagnie de navigation pour le rapatriement de tous les soldats espagnols se trouvant actuellement dans les Philippines.

Une déclaration d'Agoncillo.

Washington, 27 janvier—Agoncillo, le représentant d'Aguinaldo, a autorisé la publication de ce qui suit.

Le bruit a couru que le gouvernement avait intercepté les dépêches de lui à Aguinaldo, dans lesquelles il disait au chef insurgé que les Philippines seraient obligés de prendre les armes pour conquérir leur indépendance et que c'était le moment d'agir.

Cette nouvelle est absolument fautive. Elle n'a d'autre but que d'irriter la population et de nuire à la cause des Philippines.

Un pareil télégramme n'a jamais été envoyé par moi; par conséquent, il n'a pu être intercepté par le gouvernement.

Ce qui prouve la fausseté de ce câblegramme, c'est que j'ai télégraphié à mon gouvernement de maintenir avec les Etats-Unis les mêmes relations amicales qui existaient entre les insurgés et les Américains pendant la lutte contre les Espagnols.

La population philippine n'a ni le désir ni l'intention de lutter contre les Américains, à moins qu'elle n'y soit forcée. Son seul désir est de fortifier les liens d'amitié qui existent déjà.

LE MALAISE A CUBA.

New York, 27 janvier—Une dépêche de la Havane à la "Tribune" de New York, dit qu'il devient extrêmement urgent de payer aux insurgés cubains la somme qui leur est due. Il se manifeste de l'agitation parmi eux. Ils n'ont aucun renseignement certain sur ce qu'a fait la commission envoyée à Washington.

Tous les journaux sont remplis d'articles sur ce sujet. Quelques-uns de ces articles sont violents; mais la plupart se bornent à faire ressortir la nécessité d'en finir avec la situation actuelle, de façon à débarrasser le pays des bandes d'insurgés qui sont une perpétuelle menace pour la paix publique.

Une partie de ces troupes peut être transformée en police rurale, dirigée par des officiers des Etats-Unis.

Il est à remarquer que l'agitation est beaucoup plus grande, à la Havane que partout ailleurs, parce que c'est là que se sont groupés tous les politiciens.

Le comité exécutif de l'assemblée de Santa Cruz, a fixé la date de la prochaine session au 15 février, au lieu du 6.

La raison de ce retard, c'est que l'on veut avoir en main le rapport de la commission de Washington; et puis on tient beaucoup à la présence

Les idées du Dr Abbott.

New York, 27 janvier—Le Dr Lyman Abbott a prononcé un discours hier soir, devant le club des diplômés du collège Columbia, dans la salle du collège Barnard. Le docteur a fait très clairement entendre à ses auditeurs et à ceux de la l'assemblée qu'il y avait de la lâcheté à détruire, sous un prétexte quelconque, le gouvernement d'un pays, puis à l'abandonner, à tout hasard, à ses ressources. Selon lui, le premier devoir des Etats-Unis est d'exercer un protectorat sur les territoires récemment conquis, jusqu'à ce que les populations soient devenues capables de se gouverner elles-mêmes.

Quant elles seront arrivées à cet état, il les laisserait maîtres de décider par le suffrage, si elles veulent se gouverner elles-mêmes ou se laisser gouverner par les Etats-Unis.

Quant à lui, il croit que les Etats-Unis doivent exercer un protectorat sur Cuba et sur les Philippines, et les garantir contre les insurrections du dedans, et les attaques du dehors.

"Nos conquêtes nous ont imposé des responsabilités auxquelles nous ne pouvons nous soustraire. Il nous faut montrer à ces populations que nous pouvons leur donner un meilleur gouvernement que celui qu'elles avaient. Nous pouvons améliorer les rues

DEPECHE

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE

Jusqu'à la dernière heure.

SERVICE DE LA PRESSE ASSOCIEE

Service Spécial

DE TOUTES LES PARTIES DU MONDE.

Anniversaire de la naissance de Guillaume II.

Berlin, 27 janvier—L'Empereur Guillaume a reçu, aujourd'hui, les félicitations de sa famille, à propos de l'anniversaire de sa naissance. Il y a eu un service spécial à la chapelle, puis une grande réception.

Après le service, Sa Majesté a reçu les souverains et princes allemands qui étaient venus à Berlin pour cette occasion, ainsi que tout les membres, princes et princesses, de la famille royale.

Les canibales à l'œuvre. Vancouver, Col. Brit., 27 janvier—Après avoir échappé à la mort dans les flots, 11 hommes de l'équipage du Manbar ont été pris et dévorés par les canibales de la Nouvelle-Guinée. Le Manbar se rendait à Sidney, Australie, quand il fut pris dans une effroyable tempête, le 2 décembre, près du cap Nelson et commença à sombrer.

L'équipage, 18 hommes en tout, fut obligé d'abandonner le navire et se jeta dans deux bateaux qui furent bientôt séparés l'un de l'autre.

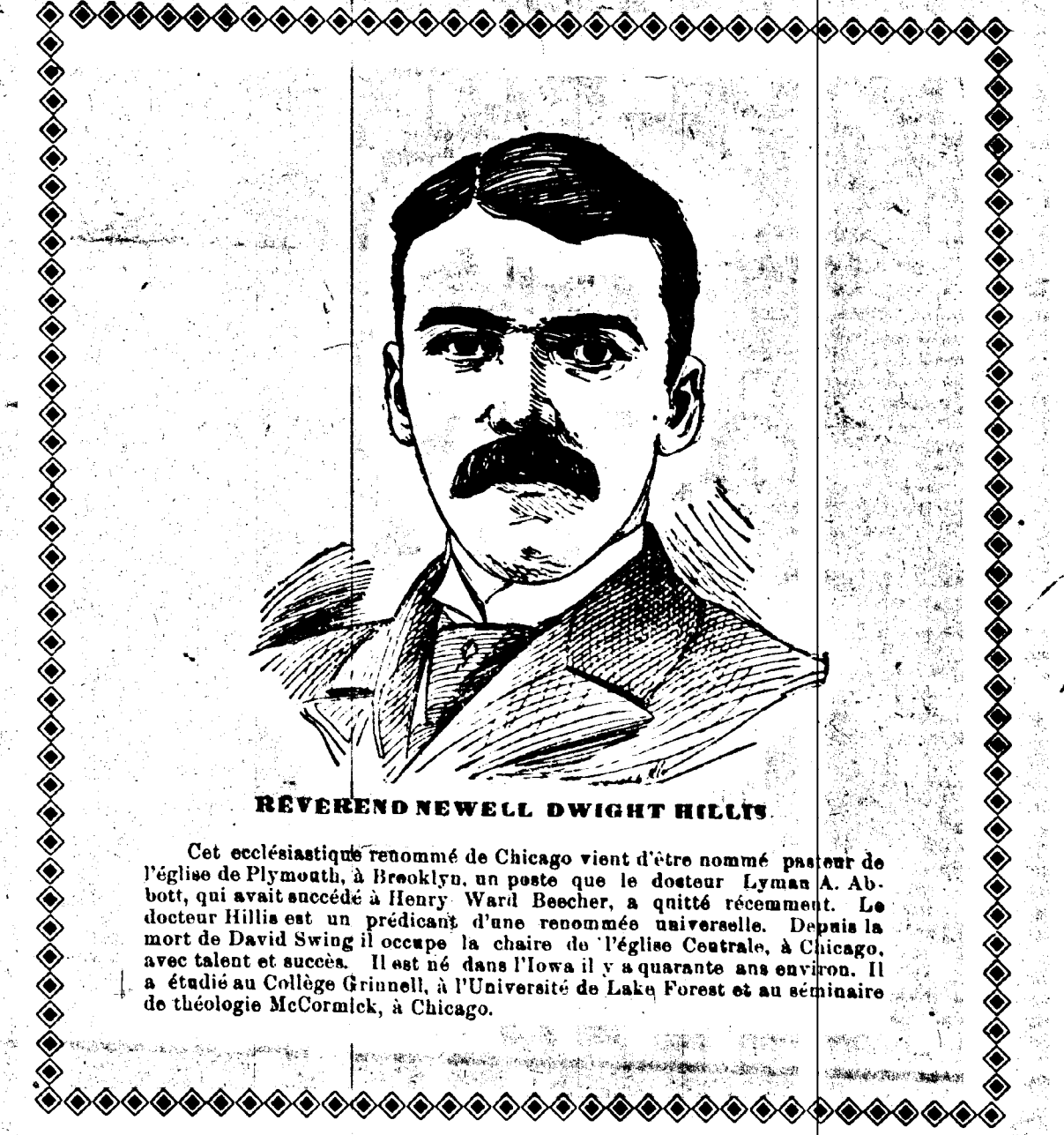
Un contenant 12 hommes et fut jeté à la côte à 10 milles de distance du cap. Les matelots ont été pris par les natifs et transportés dans le village du chef. Un homme du nom de Green, est parvenu à s'échapper.

Les matelots furent dépoilés et mis à nu, tués, un chaque jour. Une centaine de sauvages ont pris part à cet horrible festin, qui a été l'occasion d'une affreuse orgie.

En plusieurs cas, les matelots ont été torturés par les vieilles femmes et les enfants des tribus. Un d'eux a eu les yeux arrachés. Les malheureux assistaient stoïquement aux préparatifs de leur mort.

Le premier jour, la fête s'est prolongée jusque dans la nuit. On commença par couper la tête de ces malheureux, puis elle était portée en triomphe devant leurs infortunés compagnons qu'attendaient le même sort.

Green a été recueilli par un steamer après avoir erré le jour et la nuit sur la côte. Les horribles



REVEREND NEWELL DWIGHT HILLIS

Cet ecclésiastique renommé de Chicago vient d'être nommé pasteur de l'église de Plymouth, à Brooklyn, un poste que le docteur Lyman A. Abbott, qui avait succédé à Henry Ward Beecher, a quitté récemment. Le docteur Hillis est un prédicateur d'une renommée universelle. Depuis la mort de David Swing il occupe la chaire de l'Eglise Centrale, à Chicago, avec talent et succès. Il est né dans l'Iowa il y a quarante ans environ. Il a étudié au Collège Grinnell, à l'Université de Lake Forest et au séminaire de théologie McCormick, à Chicago.

La ligue nationale des municipalités.

Zanesville, O., 27 janvier—Le comité exécutif de la ligue nationale des municipalités s'est réuni hier, sous la présidence du maire Black, de Columbus. Il a décidé que la prochaine convention de la ligue aurait lieu à Syracuse, New York, le 26, 27 et 28 septembre 1899.

Les maires Jones, de Toledo; Gray, de Minneapolis; et Flower, de la Nouvelle-Orléans, ont été nommés membres d'un comité chargé de préparer un programme.

Le colonel Sexton.

Washington, 27 janvier—Pas de changement, aujourd'hui, dans l'état du colonel Sexton.

Batteries Nouvelles.

Washington, 27 janvier—Il est arrivé à Washington deux batteries entièrement nouvelles d'artillerie de siège. On les a installées dans les casernes de Washington.

Le départ pour Samoa.

Sandiego, Californie, 27 janvier—Le croiseur Philadelphie a presque achevé son approvisionnement de charbon. Il partira pour Samoa, ce soir ou samedi matin.

Les garnisons sous les tropiques.

Washington, 27 janvier—Le chirurgien général Sternberg publie le rapport du Lieutenant-colonel O'Reilly, chirurgien en chef du département militaire de Cuba, au sujet du système de garnison employé par les Anglais sous les tropiques.

En conséquence de l'étude de ce système le docteur O'Reilly recommande que les soldats destinés au service dans l'île de Cuba soient recrutés parmi les hommes de couleur du sud, avec des cadres nombreux d'officiers blancs. Ils devraient être envoyés en novembre, après la saison des pluies.

Aucun changement dans l'ordre des vivres n'est recommandé.

Départ de Senor Quesada pour l'île de Cuba.

Washington, 27 janvier—Senor Quesada, qui a été avant et pendant la guerre un des représentants diplomatiques de la junte cubaine à Washington, part ce soir en mission spéciale à l'île de Cuba. Il va d'abord à la Havane, d'où il se rendra aussi vite que possible auprès du général Gomez dès qu'il connaîtra l'endroit où il se trouve actuellement.

Dans l'exécution de sa mission Senor Quesada agit d'après les instructions directes de Senor Palma, président de la junte; et s'il n'est pas jugé utile d'en dire plus sur la nature de cette mission, on peut déclarer que les autorités de Washington esiment avec le plus grande confiance que ses résultats seront avantageux pour l'île de Cuba et satisfaisants pour le gouvernement des Etats-Unis.

Grave Incendie.

Philadelphie, 27 janvier—La fabrique de tapis de Wm Jung et Cie, rue Front, avenue Columbia, a été détruite par un incendie ce matin. La perte est de \$100,000.

GAIL BORDEN EAGLE BRAND CONDENSED MILK. N°1 pas d'égal comme nourriture d'enfants. "INFANT HEALTH" envoyé gratuitement. GAIL BORDEN MILK CO. NEW YORK.

DEUX MORTS SUBITES.

Mari et Femme. New York, 27 janvier—M. Emil Reuter, gros marchand de farine de Brooklyn, et Mme Ida Reuter, sa femme, revenaient du théâtre chez eux, quand Mme Reuter tomba subitement sur le trottoir, et mourut bientôt après, dans une maison où on l'avait transportée.

Son mari courut avertir un ami du malheur qui venait de le frapper; mais en rentrant dans la maison où était encore le corps de sa femme, il fut lui-même frappé de mort.

Mme Reuter avait succombé à une maladie de cœur. C'est une attaque d'apoplexie qui a enlevé le mari.

COUR MARTIALE.

Affaire Eagan. Washington, 27 janvier—Le premier témoin entendu, aujourd'hui, a été M. David R. McKee, de cette ville, ancien correspondant de la presse associée.

Il connaît M. Eagan, depuis 45 ans. Il a été l'intime ami, le camarade d'enfance du général. Cette amitié ne s'est jamais affaiblie, malgré de longues séparations.

Après que le général Miles eut fait sa déposition devant le comité d'enquête, M. McKee rencontra deux ou trois fois le général Eagan, qui lui parut hors de lui. Il a cru un moment qu'il était devenu fou. Ses façons, ses allures, son langage, tout était changé. Une fois, il le réprimanda doucement d'avoir employé les expressions dont il s'était servi. L'accusé lui dit alors qu'il n'avait pas cru devoir le consulter sur cette affaire, parce qu'il savait la longue amitié qui existait entre les deux familles du général Miles et de téniers, surtout entre Mmes Miles et McKee.

Le major Miles, secrétaire du comité d'enquête, a été alors appelé. Il a déclaré devant la cour que l'immunité promise par le Président n'avait pas été restreinte aux déclarations faites par écrit. Le juge a rocat à la barre l'allocation faite par le président devant la commission. Le témoin a dit qu'il n'y avait pas eu d'autres instructions données que celles-là.

M. McKee assistait à la séance où le président a pris la parole. La question avait été soulevée par M. Dodge, autant que se le rappelle le témoin. C'est alors que le président a déclaré que les témoins pouvaient comparaître en toute sécurité devant la commission, sans crainte ni de poursuite ni de châtiment.

M. Russell A. Alger, secrétaire de la guerre, a été ensuite appelé au banc des témoins. Il a eu une conversation avec le général Eagan, un peu après la déposition du général Miles; le général Eagan était très excité. Il avait, disait-il, l'intention de poursuivre le général Miles pour avoir parlé, comme il l'avait fait.

Celui-ci a déclaré, a ajouté le secrétaire Alger, que cela était impossible, à cause de l'immunité accordée aux officiers qui devaient paraître devant la commission. Le secrétaire s'est alors retiré. Toute la cour s'est levée quand il est sorti.

Le Dr W. E. Hopkins, de Californie et de New York, gendre du général Eagan, est venu à Washington, après que le général Miles eut fait sa déposition. Il a trouvé son beau-père dans un état d'esprit inquiétant. Il en a averti sa femme et lui a dit que, dans la situation morale où se trouvait le général, il fallait s'attendre à tout.

Il se croyait déshonoré; il ne voulait plus voir personne; il n'osait plus sortir dans la rue; ni prendre un car. Il était plein de cette idée que le général avait détruit son honneur.

Mme Hopkins a été ensuite appelée. Le conseil du général Eagan a déclaré qu'il l'avait fait citer, malgré le général, son père, malgré le Dr Hopkins, son mari, uniquement parce que son absence en pareille occasion eût pu être mal interprétée.

Un jour, a déposé Mme Hopkins, le général ayant un papier à la main, s'est écrit en parlant du général Miles: "Il m'a crucifié". Il en revenait à cette idée qu'on lui avait enlevé l'honneur.

Le témoignage de Mme Hopkins a été l'objet d'une vive attention de la part de la cour. M. Worthington a la suite les états de service du général Eagan. Puis il a dit que la défense avait épuisé la liste de ses témoins. A 11 h. 10 la séance a été suspendue.